

Stratégie : l'évolution du terrorisme djihadiste



Alors que les mouvements terroristes de la mouvance islamiste se sont très vite déclarés ennemis des pays occidentaux, ceux-ci ne les ont considérés comme tels en retour, qu'après plusieurs attentats meurtriers sur leur sol.

Cette question a été abordée lors des VIèmes Assises nationales de la recherche stratégique organisées, le 1er décembre 2015 à Paris, par le Conseil supérieur de la formation et de la recherche stratégiques (CSFRS), l'Institut des hautes études de la défense nationale (IHEDN) et l'Institut des hautes études de la sécurité et de la justice (INHESJ). Y sont notamment intervenus : Renaud Girard, éditorialiste au quotidien *Le Figaro* ; Gilles Kepel, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris.

L'islamisme international. Il existe deux versions du Coran, à savoir le mysticisme et la vie de Mahomet chef de guerre, souligne Renaud Girard. L'islamisme visant à imposer la charia, éventuellement par la terreur, a été longtemps financé par les pétromonarchies du golfe Arabo-Persique. Certains textes du Coran justifient les actes d'Abou Bakr Al-Baghadi, « calife » autoproclamé de l'État islamique (Daech), qui bénéficie de l'aide des services de renseignement de la Turquie depuis 2013. Pour elle, l'ennemi principal n'est pas Daech, mais un éventuel Kurdistan, comme les mouvements islamistes du Yémen le sont pour l'Arabie saoudite. En 1945, cette dernière a conclu avec les États-

Unis le « pacte de Quincy », d'une durée de 60 ans et renouvelé en 2005, selon lequel elle leur garantit des approvisionnements pétroliers contre leur protection, à condition qu'ils ne se mêlent pas de ses affaires intérieures. En outre, les États-Unis ont oublié leur responsabilité dans la création de l'État islamique, en radiant les cadres militaires irakiens en 2003, et ont effectué un retrait précipité d'Afghanistan en 2014, en y laissant le désordre. Renaud Girard estime que la Russie n'est pas l'ennemie principale de la France, qui l'a pourtant traitée comme telle jusqu'à la visite du président François Hollande à Moscou le 26 novembre 2015. Selon lui, la France a longtemps ignoré l'ennemi interne, responsable des attentats du 13 novembre 2015 à Paris, pour justifier ses interventions extérieures, au nom du droit d'ingérence et de la démocratisation. En outre, elle intervient davantage dans l'urgence, sur le coup de l'émotion, qu'après une réflexion basée sur la raison. Estimant que le respect du droit international ne suffit plus, l'éditorialiste recommande d'abord une solution alternative au pouvoir local renversé par une guerre menée par les pays occidentaux, comme en Irak et en Libye devenue un chaos par où passent 50 % des migrants qui traversent la Méditerranée. Ensuite, s'impose la réalité politique des populations civiles locales, dont la vie quotidienne ne s'améliore pas et qui ont la nostalgie de Saddam Hussein (Irak) et du colonel Kadhafi (Libye). Enfin, la guerre est coûteuse et implique de penser aux intérêts nationaux à long terme, avant son impact médiatique immédiat, comme lors de l'intervention franco-britannique en Libye en 2011.

L'émergence de Daech. L'État islamique (Daech) se réclame d'une idéologie hégémonique de l'islam, interprétation du dogme que ne partagent pas les autres obédiences musulmanes qu'il considère comme « apostats », explique Gilles Kepel. Le Coran définit le djihad comme un effort spirituel, mais aussi comme un effort militaire pour étendre le domaine de l'islam ou pour la défense de la communauté musulmane. L'effort militaire est conduit par le calife ou le souverain légitime. En revanche, le djihad de défense n'ayant pas besoin d'autorisation risque de déstabiliser toute hiérarchie. Les théologiens se sont donc montrés très prudents à son égard, car il menace la société et la pérennité de l'islam. Or entre 1979 et 1997, les États-Unis ont utilisé le djihad en Afghanistan pour lutter contre l'URSS et y créer un espace sunnite face à l'hégémonie iranienne chiite. Les « moudjahidines » (combattants de la foi) ont été payés par les pétromonarchies du golfe Arabo-Persique et entraînés par la CIA. Entre 1997 et 2005, l'organisation terroriste Al Qaïda mène le djihad d'abord

contre les dirigeants afghans, algériens et égyptiens puis contre l'ennemi lointain, les États-Unis. Disposant d'une idéologie et d'un chef qui la finance (Oussama ben Laden), elle remporte un extraordinaire succès médiatique, grâce à la télévision quatarie Al Jazeera qui diffuse en arabe, anglais, turc et serbo-croate. L'invasion américaine de l'Irak en 2003 donnera l'occasion à Al Qaïda de se construire un territoire dans la région sunnite. Toutefois, cela échoue sur le plan politique, car les populations musulmanes ne suivent pas. A partir de 2005, Daech se manifeste. Un livre explique, via le réseau internet You Tube, que les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis sont une erreur, qui a conforté son président, George W. Bush. Daech apparaît comme un système, non plus pyramidal mais réticulaire (en réseau), avec un territoire. Un rapport de Daech, publié en anglais (!), prêche le djihad contre l'ennemi proche, à savoir l'Europe où les populations musulmanes mal intégrées sont sensibles à son vocabulaire. Il préconise de former des volontaires pour créer les conditions d'une guerre civile dans les pays européens et ainsi assurer le succès du califat. Ce phénomène, qui se met en place dans les prisons, passe inaperçu mais se diffuse partout par les réseaux sociaux, indique Gilles Kepel. Le printemps arabe de 2011 et l'instauration d'une zone de non-droit en Syrie et en Irak permettront à de jeunes Européens, dont un tiers de convertis, de commencer ce qui avait été écrit...dès 2005 ! Daech a pris une longueur d'avance sur les services de renseignement, qui croyaient qu'il fonctionnait comme Al Qaïda. Ses « attentats du pauvre », sont très difficiles à prévoir, en raison de la porosité des frontières et de l'absence de gros transferts d'argent. Au début, les militants, qui ciblent les juifs et les apostats, bénéficient d'un certain soutien lors des attentats de janvier 2015 à Paris, notamment par de nombreux messages « *je ne suis pas Charlie* » sur les réseaux sociaux. Ce n'est plus le cas après ceux du 13 novembre où l'hyperviolence, qui tue sans discrimination, provoque la condamnation des instances musulmanes européennes. A moyen terme, il semble difficile d'en prévoir les mutations et adaptations et d'imaginer les types de riposte, conclut Gilles Kepel.

Loïc Salmon

Moyen-Orient : crises, Daech et flux de migrants en Europe

Moyen-Orient : défi du terrorisme islamiste de l'EIL

Moyen-Orient : le « cyber », arme des États et d'autres entités

Selon le CSFRS, « l'ennemi réel » est devenu celui qui franchit un seuil d'hostilité, inacceptable pour la société. La frontière entre ennemi intérieur et ennemi extérieur disparaît et la menace évolue en profondeur. Un nouveau creuset criminel émerge, qui intègre fanatisme religieux, massacres, piraterie et trafics d'êtres humains, de drogues, d'armes, de substances toxiques ou de matières premières. La menace provient de groupes hybrides, opportunistes et instables, capables de transformations inattendues. Ainsi, en quelques années, est apparu un continuum criminalo-terroriste, qui ne correspond plus aux anciennes classifications des menaces.